

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

---

## Projet de loi n° 209 (PRIVÉ)

Loi modifiant la charte de la Ville de Laval

---

Première lecture .....

Deuxième lecture .....

Troisième lecture .....

---

PRÉSENTÉ

Par M. ÉLIE FALLU



---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1978



## **Projet de loi n° 209**

**(PRIVÉ)**

Loi modifiant la charte de la Ville de Laval

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la Ville de Laval et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, le chapitre 89 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), soit de nouveau modifiée;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** L'article 51a de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), édicté pour la ville par l'article 12 du chapitre 89 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et modifié par l'article 4 du chapitre 96 des lois de 1968, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement des paragraphes 12, 13 et 14 par les suivants:

«12. Sauf prescription contraire, le comité exécutif fixe les salaires de tous les employés de la ville, à l'exception de ceux qui relèvent exclusivement du conseil.

Sous réserve de l'article 64 de la Loi des cités et villes, il peut également établir la rémunération du président du comité d'administration du régime de rentes, ainsi que du président de l'Office municipal d'habitation de Laval.

«13. Le comité exécutif peut consentir sans l'autorisation du conseil et sans soumission tout contrat dont le montant n'excède pas \$10,000; il doit soumettre au conseil pour approbation les contrats dont le montant excède \$10,000. Toutefois, il peut, après avoir demandé et reçu des soumissions et sans l'autorisation du conseil, consentir seul tout contrat dont le montant n'excède pas celui mis à sa disposition pour cette fin.

«14. Sauf les cas d'urgence, le comité exécutif doit demander des soumissions dans les cas où la dépense à encourir excède \$10,000 à moins d'en être dispensé par le conseil à la suite d'une recommandation du gérant et d'un rapport du comité exécutif; sauf dans ce cas de dispense, le comité exécutif ne peut consentir le contrat sans l'autorisation du conseil; l'article 610a ne s'applique pas à la Ville de Laval.»;

b) par le remplacement des paragraphes 16 et 17 par les suivants:

«16. Tous les contrats doivent être signés au nom de la ville par le président du comité exécutif et par le greffier ou le ou les assistants-greffiers. Le président peut cependant autoriser, généralement ou spécialement, par écrit, un autre membre du comité exécutif à signer les contrats à sa place.

«17. Le comité exécutif peut, sans le consentement du conseil, faire exécuter des travaux en régie dont le coût n'excède pas \$25,000; cependant, le conseil peut autoriser le comité exécutif à faire exécuter en régie les travaux déterminés de toutes nature et dont le coût excède \$25,000.»;

c) par le remplacement du paragraphe 24 par les suivants:

«24. Sauf le gérant, tous les chefs de service, leurs adjoints et tous les adjoints au gérant sont nommés par le conseil sur rapport du comité exécutif et recommandation du gérant dans le cas de ses adjoints. Ce rapport ne peut être amendé; il ne peut être rejeté qu'à la majorité des membres du conseil. Sur rapport du comité exécutif, le conseil peut, par le vote des deux tiers de ses membres, suspendre ces officiers, diminuer leur traitement ou les destituer.

«24a. Sur rapport du comité exécutif, le conseil peut, par le vote de la majorité de ses membres, muter tout adjoint au gérant, tout chef de service ou tout adjoint à un chef de service.»

**2.** L'article 64 de ladite loi, remplacé pour la ville par l'article 2 du chapitre 99 des lois de 1971, est de nouveau remplacé pour la ville par le suivant:

**“64.** La municipalité verse au maire, comme rémunération pour les services qu'il rend à la municipalité à titre de maire et de président du comité exécutif et pour le dédommager d'une partie des dépenses inhérentes à ses charges, une somme annuelle minimale calculée selon la population de la municipalité à raison de \$0.40 par habitant pour les premiers quinze mille habitants, de \$0.30 par habitant pour les trente-cinq mille suivants et de \$0.20 par habitant pour chacun des autres.

La municipalité verse pour les mêmes fins à chacun des conseillers une somme annuelle minimale calculée selon la population de la municipalité à raison de \$0.20 par habitant pour les premiers quinze mille habitants, de \$0.10 par habitant pour les trente-cinq mille suivants, de \$0.05 par habitant pour les cinquante mille suivants et de \$0.02 pour chacun des autres.

En plus de la rémunération fixée au deuxième alinéa, la ville verse au vice-président du comité exécutif, aux autres membres du comité exécutif et au président du conseil, pour les services qu'ils rendent à la ville à ces titres et pour les dédommager d'une partie des dépenses inhérentes à leurs charges, une rémunération additionnelle de \$0.10 par habitant pour les premiers 200,000 habitants et de \$0.06 par habitant pour les 100,000 autres habitants au vice-président du comité exécutif, de \$0.08 par habitant pour les premiers 200,000 habitants et de \$0.04 par habitant pour les 100,000 autres habitants, à chacun des membres du comité exécutif et de \$0.02<sup>3/4</sup> par habitant pour les premiers 200,000 habitants et \$0.01 par habitant pour les 100,000 autres habitants, au président du conseil.

Le conseil détermine par résolution les modalités du paiement de ces sommes dont le tiers est versé à titre de dédommagement d'une partie des dépenses inhérentes aux charges de maire et de conseiller.

En outre des allocations de dépenses prévues au présent article, le maire, les membres du comité exécutif et les autres conseillers ont droit au remboursement des dépenses encourues par eux pour le compte de la ville, pourvu que ces dépenses aient été spécialement autorisées par résolution du comité exécutif.

Aucune autre rémunération ou allocation ni aucun autre profit ne peuvent être versés à un maire ou à un conseiller à moins d'avoir été autorisés par un règlement adopté par le vote des deux tiers des membres du conseil et soumis à l'approbation des personnes inscrites au rôle d'évaluation comme propriétaires ou locataires, et s'il s'agit de personnes physiques, qui sont majeures et possèdent la citoyenneté canadienne, suivant la procédure prévue aux articles 35 et 36, en y faisant les changements nécessaires. Aucune autre approbation n'est requise.»

**3.** L'article 92 de ladite loi est remplacé, pour la ville, par le suivant:

«**92.** Le conseil peut nommer un ou des assistants-greffiers qui exercent les devoirs d'un greffier, avec les mêmes droits, pouvoirs et privilèges et sous les mêmes obligations et pénalités.

Au cas de vacance dans la charge de greffier, l'assistant-greffier désigné par le comité exécutif doit exercer les devoirs du greffier jusqu'à ce que la vacance soit remplie.»

**4.** L'article 108 de ladite loi, remplacé pour la ville par l'article 18 du chapitre 89 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), est modifié:

a) par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

«Il doit consacrer tout son temps à l'exercice de sa fonction et il lui est interdit de louer ses services ou de travailler pour qui que ce soit d'autre que la Ville de Laval.»;

b) par le remplacement du dernier alinéa par le suivant:

«En cas d'absence ou d'incapacité du gérant ou de vacance à ce poste, l'adjoint au gérant désigné par le comité exécutif a les mêmes attributions et les mêmes devoirs que le gérant jusqu'à son retour ou jusqu'à ce que le conseil lui ait désigné un remplaçant.»

**5.** L'article 109 de ladite loi, remplacé pour la ville par l'article 18 du chapitre 89 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), est modifié par le remplacement du paragraphe *r* par le suivant:

«*r*) s'assurer que les fonds de la ville sont employés conformément aux affectations que comportent le budget, les règlements et les résolutions;».

**6.** L'article 429 de ladite loi est modifié, pour la ville, par le remplacement du paragraphe 10° par le suivant:

«10° Pour permettre le détournement de la circulation dans les rues de la ville afin d'y exécuter des travaux de voirie, incluant l'enlèvement et le déblaiement de la neige, et pour toute autre raison de nécessité publique ou d'urgence et donner aux officiers et employés compétents de la ville l'autorité et les pouvoirs nécessaires pour l'exécution des règlements adoptés à ces fins, y compris l'enlèvement et le déplacement de tout véhicule stationné à un endroit où il nuit aux travaux de la ville, et le touage de ce véhicule ailleurs, notamment à un garage, aux frais du propriétaire, avec stipulation qu'il ne peut en recouvrer la possession que sur paiement des frais de touage qui ne doivent pas excéder trente-cinq dollars et de remisage, qui ne doivent pas excéder un loyer basé sur les taux courants du garage intéressé pour remisage des automobiles;».

**7.** Ladite loi est modifiée, pour la ville, par l'insertion, après l'article 553, du suivant:

«**553a.** La part des frais encourus pour les fins de l'article 553 est fixée à un taux n'excédant pas cinq pour cent de la dette réclamée, déterminé par résolution du comité exécutif.»

**8.** L'article 559 de ladite loi est modifié, pour la ville, par l'addition de l'alinéa suivant:

«Lors de l'adjudication, la ville n'est pas obligée de faire remise des taxes scolaires échues.»

**9.** L'article 572 de ladite loi est modifié, pour la ville, par l'addition de l'alinéa suivant:

«Cependant, la ville peut, avec l'autorisation préalable de la Commission municipale du Québec, lorsqu'il s'agit d'acquérir un immeuble pour fins municipales, porter son enchère jusqu'au montant de l'évaluation municipale.»

**10.** L'article 574 de ladite loi est modifié, pour la ville, par l'addition de l'alinéa suivant:

«De plus, la ville n'est pas obligée, lors de la signature de l'acte de vente, de faire remise des taxes scolaires échues.»

**11.** Ladite loi est modifiée, pour la ville, par l'insertion, après l'article 575, des suivants:

«**575a.** Lorsqu'un immeuble est vendu suivant l'article 575, les taxes scolaires échues au moment de la vente pour taxes sont remises en totalité dans les trente jours de la signature de l'acte de vente si le produit de la vente est égal ou supérieur aux taxes municipales et scolaires échues au moment de la vente pour taxes.

Lorsqu'un immeuble est vendu suivant l'article 575 et que le produit de la vente est inférieur aux taxes municipales et scolaires échues au moment de la vente pour taxes, le produit est distribué dans les trente jours de la signature de l'acte de vente entre la ville et les corporations scolaires proportionnellement au montant des taxes dues à chacune d'elles au moment de la vente pour taxes par rapport au montant de ces taxes.

Lorsque la ville est autorisée à conserver l'immeuble pour ses fins, elle doit, dans les trente jours de l'autorisation du ministre des affaires municipales, faire remise des taxes scolaires échues au moment de la vente pour taxes.

«**575b.** La ville est autorisée à acquérir d'une commission scolaire, pour un prix n'excédant pas le montant des taxes scolaires échues lors de la vente pour taxes, un immeuble que cette

dernière a acquis à l'occasion d'une vente pour taxes; l'article 575 s'applique à cette acquisition.»

**12.** L'article 19 du chapitre 99 des lois de 1971 est remplacé par le suivant:

«**19.** Malgré toute loi générale ou spéciale ou tout règlement, le conseil peut, sur recommandation du comité exécutif et après avis de motion donné à une séance antérieure, sans qu'il soit requis d'obtenir l'approbation des propriétaires intéressés et habiles à voter, visés aux articles 593 et 599 de la Loi des cités et villes, mais avec la seule approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale du Québec, décréter par règlement:

a) l'exécution de travaux permanents d'égoûts, d'aqueduc, de pavage, de chaînes de rue, de trottoirs, d'éclairage et de signalisation routière et l'acquisition de gré à gré ou par expropriation de terrains ou de servitudes requis pour l'exécution de ces travaux permanents;

b) des emprunts temporaires pour défrayer le coût de ces travaux et leurs frais accessoires.

Le montant total des emprunts temporaires contractés pour l'exécution des travaux permanents susdits, suivant la procédure prévue au premier alinéa, ne peut en aucun temps excéder la somme de \$20,000,000.

Le conseil doit, avant que le montant total de ces emprunts atteigne ladite somme de \$20,000,000 décréter par règlement un emprunt à long terme au moyen d'émissions d'obligations pour rembourser les emprunts temporaires contractés en vertu du présent article, sans autres formalités que l'adoption, par le conseil, d'un règlement à cet effet et son approbation par le ministre des affaires municipales et la Commission municipale du Québec.»

**13.** Afin de permettre la réalisation harmonieuse du centre-ville, décrit à l'annexe, et afin d'en permettre la mise en valeur au profit de la collectivité, la ville est autorisée:

1. à acquérir de gré à gré ou par voie d'expropriation le territoire composé des immeubles décrits à l'annexe, avec l'approbation de la Commission municipale du Québec;

2. à promouvoir le rayonnement du centre-ville comme place publique à caractères social et communautaire, culturel, artistique, sportif, commercial, récréatif et touristique;

3. à vendre ces immeubles à l'enchère, par soumission publique ou de gré à gré, avec l'approbation de la Commission municipale du Québec, soit pour fins résidentielles, commerciales ou



publiques, à un prix qui ne soit pas inférieur au coût de l'acquisition plus le coût des services et des dépenses ou des frais légitimes s'y rapportant;

4. à louer ces immeubles par bail emphytéotique ou autrement, avec l'approbation de la Commission municipale du Québec, soit pour fins résidentielles, commerciales ou publiques, à un prix suffisant pour couvrir les dépenses annuelles relatives à ces immeubles ou pour l'amortissement et les intérêts du prix d'achat, du coût des services, des dépenses ou frais légitimes s'y rapportant et des taxes municipales ou scolaires;

5. à construire tout édifice ou tout ensemble d'édifices pour fins publiques et gouvernementales, ou pour fins résidentielles ou commerciales ou pour fins de stationnements et de garages:

6. à louer ces édifices, à y opérer ou à y faire opérer, par voie de concessions, tout établissement commercial, public et semi-public.

Les deniers provenant de ces ventes ou locations doivent être employés à l'extinction des obligations contractées par la ville à ces fins.

La ville peut, avec l'approbation du ministre des affaires municipales et celle de la Commission municipale du Québec, emprunter pour ces fins.

**14.** Malgré toute loi contraire, la ville est autorisée à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, un immeuble dont l'acquisition est jugée appropriée pour fins de réserve foncière ou d'habitation et pour les travaux connexes à ces fins, ainsi qu'un immeuble dont l'occupation est jugée désuète ou nocive.

La ville est autorisée à détenir, louer et administrer les immeubles acquis en vertu du premier alinéa. Elle peut aussi aménager ces immeubles et y installer les services publics nécessaires. Elle peut également les aliéner aux conditions qu'elle détermine avec l'approbation de la Commission municipale du Québec, pourvu que le prix d'aliénation soit au moins égal à la valeur réelle de ces immeubles et non inférieur au coût de l'acquisition plus le coût des services et des dépenses ou frais afférents.

La ville est tenue de payer à l'égard des immeubles qu'elle détient en vertu du présent article les taxes qui peuvent être exigées d'un propriétaire foncier dans la ville.

La ville peut, pour les fins du présent article, contracter des emprunts par règlement qui ne requiert pas d'autre approbation que celle de la Commission municipale du Québec et du ministre des affaires municipales.

Le présent article ne s'applique pas à l'acquisition d'immeubles pour fins industrielles.

**15.** La Loi des rues publiques (Statuts refondus, 1964, chapitre 179) est modifiée pour la ville par le remplacement de l'article 7 par le suivant:

«**7.** La ville peut, par résolution du conseil, sur recommandation du comité exécutif, donner la permission d'ouvrir ou de maintenir ou de laisser ouvrir et maintenir une rue ou un chemin d'une largeur de moins de soixante-six pieds (vingt mètres).»

**16.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

## ANNEXE

Un territoire comprenant, en référence au cadastre de la paroisse de Saint-Martin, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions ainsi qu'un chemin, le tout renfermé dans le périmètre ci-après décrit, à savoir: partant de l'intersection de la ligne séparant le lot 370 du lot 372 avec l'alignement sud-est du boulevard Saint-Martin; de là, les lignes et démarcations suivantes: l'alignement sud-est du boulevard Saint-Martin en allant vers le nord-est jusqu'à la limite d'emprise sud de l'autoroute 15 (Des Laurentides); les limites d'emprise sud et sud-ouest de l'autoroute 15 (Des Laurentides) en allant vers l'est ou le sud-est, selon le cas, jusqu'à la limite d'emprise nord-ouest du boulevard du Souvenir; les limites d'emprise nord-ouest, sud-ouest, nord-ouest et nord du boulevard du Souvenir en allant vers le sud-ouest, le sud-est et l'ouest, selon le cas, jusqu'à la ligne séparant le lot 370 du lot 372; la ligne séparant le lot 370 du lot 372 en allant vers le nord-ouest jusqu'au point de départ.